Conférence de presse faite à Paris, le 15 mai 1974.

POUR LE BIEN DE LA FRANCE ET DES FRANÇAIS, IL FAUT DONNER LEUR PLACE AUX COMMUNISTES DANS LE GOUVERNEMENT DU PAYS

Mesdames, Messieurs,

Le Parti communiste français a été gravement mis en cause, vendredi passé à la télévision, par M. Giscard d'Estaing, qui conteste aux communistes le droit, inscrit dans la légalité, de participer au gouvernement de la France.

Il s'agit d'une question nationale de grande importance. Dans le débat qui l'opposait à M. Giscard d'Estaing, François Mitterrand a apporté aux contre-vérités et aux exclusives de celui-ci la réponse qui convenait. Etant donné que notre Parti est directement concerné, nous avons estimé utile de préciser, à nouveau, devant vous, aussi brièvement que possible dans quel esprit et comment nous envisageons ce problème de notre participation au gouvernement.

Le Parti communiste français jouit de la confiance maintes fois réaffirmée de millions et de millions de français. Il a dans le passé, y compris au gouvernement, fait la preuve de son sens des responsabilités nationales, de son respect des engagements pris, de sa capacité à travailler efficacement au bien public. Il situe son action dans le cadre des règles constitutionnelles en vigueur. Jeter l'interdit contre lui, comme le fait M. Giscard d'Estaing, c'est adopter une position contraire à la démocratie, révélatrice de la volonté de conserver tout le pouvoir entre les mains d'une petite caste cramponnée à ses privilèges. C'est aussi aller à l'encontre de l'intérêt national, car on ne peut résoudre les grands problèmes du pays en se privant du concours d'une partie essentielle des forces vives de la communauté nationale.

Un sondage récent a montré que près de 60 % des Français sont acquis à l'idée d'une participation gouvernementale communiste.

Devant cette évolution de l'opinion, M. Giscard d'Estaing et ses amis recourent à une vieille recette : ils déforment nos intentions.

Non, ce qui nous intéresse n'est pas d'occuper tel ou tel poste ministériel.

Ils présentent notre action au gouvernement comme une calamité. Ils craignent en réalité qu'une telle expérience fasse la preuve du caractère fallacieux de toutes leurs spéculations contre nous et contre l'union de la gauche.

Il y a quelques jours, M. le Prince Poniatowski a affirmé que nous voudrions nous « approprier les charges essentielles de l'Etat ». C'est une contre-vérité flagrante.

Tout d'abord, d'un point de vue général, nous considérons qu'il ne saurait y avoir de discrimination de principe à l'égard de quelque formation que ce soit.

Cela dit, comment se pose concrètement le problème aujourd'hui.

Nous l'avons dit depuis le début, le Premier Ministre, que désignera François Mitterrand s'il est élu, ne sera pas communiste. Dans le gouvernement, nous aurons notre place, à égalité de droits et de devoirs avec nos partenaires. Cela conduirait, avons-nous expliqué pour illustrer cette idée, à ce que dans un gouvernement de 20 ou 21 membres, il y ait six ou sept ministres communistes.

Notre adversaire invoque encore le problème des « ministères importants que nous voudrions nous voir attribuer, celui des Affaires étrangères, celui de l'Intérieur, celui de la Défense nationale ».

Non, ce qui nous intéresse, ce n'est pas d'occuper à tout prix tel ou tel fauteuil ministériel, mais de voir appliquer l'ensemble de la politique nouvelle voulue par le pays.

Tout le monde s'accorde pour considérer que dans un grand pays développé comme le nôtre, les fonctions importantes d'un Etat moderne ne sont pas seulement celles de la direction de son armée, de sa police et de sa diplomatie, mais que sont également essentiels le Plan, l'Economie, l'Equipement, le Travail, le Logement, la Santé publique, les relations économiques internationales, l'Infrastructure des transports et tant d'autres questions.

Se fondant sur une telle appréciation, la question des « ministères importants » — dont notre adversaire tente de faire un problème — n'est donc, ni pour nous, ni pour nos partenaires, une source de difficultés.

D'autant plus que nous concevons le gouvernement comme une équipe solidaire, soudée, efficace, décidant et mettant collectivement en œuvre la politique commune, dans toutes ses parties.

Le gouvernement démocratique que nous envisageons ne verra donc pas un ministère devenir un véritable « Etat dans l'Etat », comme on a pu qualifier l'actuel ministère de l'Economie et des Finances.

Enfin, c'est faire injure à notre intégrité, à notre respect scrupuleux du bien public qu'aucun scandale n'a jamais mis en cause, que de prétendre que nous voudrions utiliser quelque ministère que ce soit à des fins partisanes. Nous n'avons dans ce domaine, aucune leçon à recevoir, surtout pas venant des hommes qui se sont depuis quinze ans incrustés dans l'Etat, et se répartissent les places et les prébendes. Ce n'est pas chez nous qu'on trouve des Rives-Henrys. Ce n'est pas nous qui convoquerions les réunions de l'organisme dirigeant du parti à l'Hôtel Matignon, comme vient de le faire M. Messmer avec l'UDR.

Ce qui nous guide, c'est l'intérêt supérieur du pays.

Nous ne sommes ni les hommes d'un clan, ni les hommes de la revanche. Nous entendons, comme l'ont fait les ministres communistes après la Libération, et dans le respect du Statut de la Fonction publique élaboré sous la direction de Maurice Thorez, établir une collaboration loyale et fructueuse avec tous les personnels concernés, sans discrimination, dans le respect de la diversité des courants d'opinion. La gauche, comme le rappelle si souvent François Mitterrand, rapprochera la gestion gouvernementale et l'administration des citoyens, organisera le dialogue avec les représentants de toutes les catégories sociales. Ceux-ci trouveront toujours « porte ouverte ».

En résumé, qu'avons-nous en vue ? **Nous avons en vue une participation réelle mais minoritaire des communistes à un gouvernement de large union ayant pour objectif d'engager le pays sur la voie de son renouveau social, démocratique et national.**

Voilà l'expérience précise, limitée que nous proposons aux français d'entreprendre, et nous le proposons en tenant compte des réalités de notre pays.

Cette expérience réussira-t-elle ? Deux fois dans le passé, l'accession de la gauche unie à la direction des affaires publiques s'est soldée — malgré ses limites — par un résultat positif pour les travailleurs, les familles, le pays tout entier. Nous avons aujourd'hui des raisons accrues d'être optimistes.

Quoi qu'il en soit, c'est, le moment

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS S'ADRESSE A VOUS



En réponse aux contre-vérités de M. Giscard d'Estaing, Georges Marchais précise pourquoi et comment le Parti communiste français envisage sa participation à un gouvernement de large union.

venu, notre peuple qui décidera par la voix du suffrage universel de la suite à donner à cette expérience.

Il y a des personnes qui, lorsque nous répondons à la question de notre participation au gouvernement, nous demandent : Pourquoi êtes-vous si modestes ?

Je réponds : parce qu'à nos yeux, ce qui est aujourd'hui essentiel, et même vital, c'est que le pays trouve une issue à la crise, et que cela est possible seulement si l'on met en œuvre une politique nouvelle.

C'est cela, c'est-à-dire l'intérêt supérieur du pays, qui inspire notre démarche.

Avec Giscard d'Estaing : un avenir incertain et menaçant.

L'élection de M. Giscard d'Estaing ouvrirait à la France des perspectives inquiétantes.

Inquiétantes sur le plan social, d'abord. Aujourd'hui en effet, M. Giscard d'Estaing promet beaucoup, il promet même tout et n'importe quoi. Il y a là une telle démagogie de la part d'un homme qui avouait voici seulement deux mois être incapable de garantir le pouvoir d'achat des Français, qu'ou bien cette démagogie est un signe d'irresponsabilité ou bien elle vise à dissimuler les intentions réelles du candidat. Que se passerait-il en réalité demain s'il était élu ? Les promesses démagogiques ne seraient pas tenues, car M. Giscard d'Estaing, tout le montre, est bien « l'homme du grand capital », l'adversaire de la France du travail. Dans ces conditions, la déception qui s'ensuivrait serait profonde, et la réaction des Français ainsi dupés ne manquerait pas d'être vive. La démagogie a toujours conduit à l'aventure. **Il y a là un risque grave d'affrontements sociaux que nous ne souhaitons pas pour notre pays. Le risque est d'autant plus grave que M. Giscard d'Estaing n'est nullement l'homme de la concertation et de la participation, mais le représentant de l'autoritarisme hautain et brutal contre les travailleurs.**

La perspective est inquiétante également sur le plan politique.

M. Lecanuet vient d'affirmer que ses amis centristes et les giscardiens formeraient « la cheville ouvrière de la nouvelle majorité ». Mais, il y a 180 députés UDR à l'Assemblée nationale. Comment envisager qu'ils se résigneront à jouer le rôle de force d'appoint ? Au reste, M. Sanguinetti a déclaré dimanche que l'UDR déterminera son attitude après le 19 mai. Dans ces conditions, M. Giscard d'Estaing a beau affirmer qu'avec lui la France serait gouvernée, il apparait en fait que rien n'est réglé et que des divergences graves existent entre les composantes de cette hypothétique majorité nouvelle. A moins que M. Giscard d'Estaing ne cache aux Français qu'il a d'ores et déjà décidé de dissoudre l'Assemblée nationale ?

En tout état de cause, avec M. Giscard d'Estaing, le pays ne sait pas où il va. L'incertitude politique est totale, le risque de crise politique est évident.

M. Giscard d'Estaing aime invoquer l'avenir. Mais, avec lui, l'avenir est trouble, chargé d'insécurité, de menaces.

Avec François Mitterrand : des réformes pour sortir de l'impasse.

Il n'y a qu'une seule façon de sortir le pays de la crise, et ce n'est certainement pas de continuer la politique qui nous a conduit précisément à cette crise. **Ce moyen, c'est d'effectuer un certain nombre de réformes pour mettre fin à une situation où une petite caste détient tout les pouvoirs en France.** Une étroite féodalité financière a confisqué les leviers essentiels du développement national : il faut les rendre à la nation et il faut libérer l'Etat de la subordination des grandes sociétés privées. C'est cela que nous proposons et c'est cela que signifie la candidature de François Mitterrand.

Ces réformes, il faudra de toute façon les réaliser parce qu'elles sont une exigence vitale pour débloquer notre société, pour sortir notre pays de l'impasse. Le plus tôt sera le mieux. Car plus on attendrait, plus seraient dramatiques pour la condition des masses populaires et pour la santé de la nation, les méfaits de la politique actuelle. Un seul exemple : dans le prolongement de cette politique, le Commissariat au Plan prévoit un million deux cent mille chômeurs en 1975...

C'est la conscience aiguë que nous avons de cette nécessité impérieuse d'éviter à notre pays de s'enfoncer dans une crise plus grave, plus dangereuse encore que la crise actuelle — c'est cette conscience responsable qui dicte notre démarche dans tous ses aspects. Y compris dans la façon dont nous envisageons notre participation au gouvernement.

Giscard d'Estaing, c'est le passé. Prononcez-vous pour l'avenir :

VOTEZ FRANÇOIS MITTERRAND.

A quelques jours de l'élection du 19 mai, permettez-moi de m'adresser, par votre intermédiaire, à ceux qui hésitent encore et de leur dire : regardez le monde environnant ! Il y passe un souffle de démocratie, de raison et de réalisme.

Au Portugal, dans ce pays qui vient enfin de sortir d'un véritable Moyen Age politique, on appelle naturellement des communistes au gouvernement. En Italie, toutes les forces ouvrières et démocratiques, les Communistes, les Socialistes, les Libéraux, les Démocrates chrétiens de gauche, l'immense majorité du peuple italien à dit NON à la réaction, au retour à un passé oppressif. Et chez nous ? D'après les sondages, plus des trois quarts des ouvriers, plus de la moitié des employés et cadres moyens, la moitié des paysans, la jeunesse dans sa masse se prononcent pour le changement démocratique que représente la candidature de François Mitterrand.

Ce que propose de faire M. Giscard d'Estaing, c'est une politique d'un autre âge, une politique du passé. Son attitude, c'est bien celle d'un conservateur attardé.

Ce que proposent François Mitterrand et les forces vives du pays qui se sont déjà rassemblées autour de sa candidature, c'est le progrès social, économique et national, un progrès réel et un progrès raisonnable, conforme aux besoins du plus grand nombre des Français et à l'esprit de notre temps.

Que ceux qui hésitent encore rejoignent donc ce grand mouvement. C'est là que se trouve véritablement l'avenir !



PARIS PROVINCE IMPRESSION
9 bis, JEAN-JAURÈS BAGNOLET